SYNDICAT LA CGT DU PERSONNEL DÉPARTEMENTAL

MANDAT de Prélèvement SEPA

Référence unique du mandat

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez (A) {NOM DU CREANCIER} à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et (B) votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de {NOM DU CREANCIER}.

Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée :

-dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé,

-sans tarder et au plus tard dans les 13 mois en cas de prélèvement non autorisé.

Veuillez compléter les champs marqués *

Votre Nom *… …

Nom / Prénoms du débiteur

Votre adresse *… … … … … … …… …

Numéro et nom de la rue

*…………………… *… … …… ….

Code postal Ville

*… … … … … … … … … … … … … … …… … … … … … … …… … … … … … …… … … … … … …… … … … … … …… … … … … … …

Les coordonnées De votre compte *Numéro d'identification international du compte bancaire – IBAN :……………………………………………………………………………………………

* Code international d'identification de votre banque – BIC :……………………………………………………………………………………………

* Identifiant SEPA du créancier : **FR09ZZZ506770**

***syndicat CGT des fonctionnaires territoriaux du personnel départemental du puy de dôme**
24 rue Saint esprit
63033 Clermont Ferrand

France

Type de paiement Paiement récurrent / répétitif ☐ Paiement ponctuel ☐

Montant :

Signé à

*… … … … … …. …. …. ………………………

Lieu Date

Signature(s) :

Note : Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'oppositions, d'accès et de rectification tels que prévus aux articles 38 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.